



SOMMAIRE

	Pages
Témoignage de sympathie au Venezuela	159
Point 7 de l'ordre du jour:	
Rapport du Conseil du développement industriel	159

Président : M. M. KLUSAK (Tchécoslovaquie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants : Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Afrique du Sud, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Bulgarie, Chine, Equateur, Grèce, Irak, Israël, Italie, Japon, République arabe unie, Uruguay.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international.

Témoignage de sympathie au Venezuela

1. Le PRÉSIDENT adresse au Gouvernement et à la population du Venezuela l'expression de la sympathie des membres du Conseil à l'occasion du séisme récent qui a causé de terribles pertes humaines et matérielles dans ce pays.

2. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) remercie le Conseil de son témoignage de sympathie.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil du développement industriel (E/4385 et Corr.1)

3. M. ABDEL-RAHMAN (Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), présentant le rapport du Conseil du dévelop-

pement industriel sur sa première session (E/4385 et Corr.1), déclare que, comme on pouvait s'y attendre de la part d'un nouvel organe, le Conseil a dû faire face à deux principaux groupes de problèmes, relatifs l'un à l'établissement du siège de l'ONUDI et à des questions de procédure, l'autre à la définition des grandes lignes de ses activités. Le Conseil a adopté son règlement intérieur et approuvé les accords mis au point avec le Gouvernement autrichien concernant l'établissement à Vienne du siège de l'ONUDI. Le Gouvernement autrichien s'est montré très généreux et conciliant, et les accords sont maintenant en vigueur. L'on prend actuellement des dispositions pour transférer de New York à Vienne le personnel de l'ONUDI et pour recruter le personnel supplémentaire nécessaire, et l'on espère que l'ONUDI fonctionnera normalement à son nouveau siège dès octobre 1967.

4. Ainsi que l'a dit le Secrétaire général dans son message au Conseil (1480^e séance), l'ONUDI jouera un rôle de pionnier et aura à relever un défi pour prouver son utilité et son efficacité dans un domaine qui exige des efforts aussi divers que vastes. Pour accomplir sa tâche, l'ONUDI devra appliquer des méthodes nouvelles et donner une souplesse nouvelle à son action. Le Conseil s'est attaché tout particulièrement à cette question. Dans sa résolution 1 (I) sur le programme de travail et les activités futurs de l'ONUDI, le Conseil établit des directives précises pour les activités de l'Organisation, en donnant la priorité aux activités opérationnelles dans le cadre de programmes d'assistance technique financés au moyen de contributions volontaires et du budget ordinaire. Dans la même résolution, le Conseil reconnaît l'importance des activités de promotion de l'ONUDI et souligne la nécessité de donner plus de dynamisme au programme d'industrialisation pour que les activités opérationnelles permettent de lancer des entreprises de plus grande envergure. L'ONUDI est bien placée pour promouvoir la coopération et stimuler l'apport de ressources destinées à l'industrialisation des pays en voie de développement. Le Colloque international sur le développement industriel, qui doit se tenir à Athènes vers la fin de l'année, offrira des possibilités dans ce domaine. Etant donné que le Colloque sera une occasion unique de discussion, il a été décidé d'y inviter les principaux représentants de l'industrie du monde des affaires, en plus des représentants des Etats Membres et des organisations internationales, qui seront plus d'un millier.

5. Le Conseil a d'autre part étudié le rôle de l'ONUDI en ce qui concerne la coordination des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. Dans sa résolution 2152 (XXI), l'Assemblée générale a assigné à l'ONUDI un rôle cen-

tral à cet égard. Le Conseil a reconnu la nécessité d'harmoniser les activités industrielles des organisations intéressées, non seulement à l'échelon des secrétariats, mais également à l'échelon national, où l'on pourra tenir pleinement compte du point de vue des gouvernements des pays bénéficiaires. Le rôle central de coordination de l'ONUDI n'est pas un privilège, mais bien une mission et une responsabilité. Déjà complexes au niveau des entreprises, les politiques et les activités industrielles le deviennent encore plus au niveau des organisations internationales. L'ONUDI utilisera pleinement l'expérience acquise par les organes des Nations Unies, et elle traitera des aspects de l'industrialisation qui ne l'ont pas été suffisamment jusqu'ici. Il faut parvenir à une vue d'ensemble équilibrée des besoins nécessaires aux efforts d'industrialisation des pays en voie de développement, et y inclure les aspects qui n'ont été à ce jour que partiellement traités. Pour mener à bien cette tâche, il faudra que les différentes organisations harmonisent leurs activités opérationnelles et leurs travaux de recherche. M. Abdel-Rahman est convaincu qu'en dépit des difficultés actuelles, il sera possible dans un proche avenir d'accomplir de grands progrès à cet égard. Sa conviction se fonde non seulement sur un raisonnement abstrait, mais sur les expériences encourageantes d'un passé récent. Par exemple, dans la préparation du Colloque international sur le développement industriel, et au cours des quatre colloques régionaux qui l'ont précédé, l'ONUDI a obtenu l'entière coopération et le soutien des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth. L'ONUDI tient à établir une coopération plus étroite avec les commissions économiques régionales, et n'a pas l'intention pour le moment de créer elle-même un mécanisme régional. Reconnaissant l'importance de contacts directs avec les pays en voie de développement, notamment afin d'élargir le programme des activités opérationnelles, l'ONUDI a décidé de détacher sur place un certain nombre de représentants qui joueront le rôle de conseillers auprès des représentants résidents du PNUD. Chacun d'eux aura la responsabilité d'un groupe de pays en voie de développement et de la liaison avec les commissions économiques régionales. Il faut espérer que, par la suite, le PNUD contribuera au financement de ce système, mais en attendant l'ONUDI donne la priorité à sa mise en application.

6. Dans le domaine de la formation en vue du développement industriel, des accords initiaux ont été élaborés avec l'OIT, de concert avec le Directeur du PNUD. A la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, le Directeur général du BIT en a exposé les principes dans une déclaration qui a été unanimement approuvée. Les bases d'une coopération avec l'OIT sont donc solidement établies. L'OIT, l'UNESCO et l'ONUDI ont préparé en commun des études qui seront présentées au Colloque international. Ces trois organisations établiront également en commun un résumé des problèmes, qui servira de point de départ aux débats.

7. En ce qui concerne le développement des exportations, l'ONUDI a, pendant l'année écoulée, renforcé encore sa coopération avec la CNUCED. Lors de la réu-

nion qu'ils ont tenue en janvier 1967, les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales ont conçu un programme commun de promotion des exportations (voir E/4301, par. 6 à 8) et, lors d'une réunion plus récente, ils ont fait un pas de plus en proposant de créer un centre international du commerce avec la participation du GATT. L'ONUDI accueille avec satisfaction toute mesure destinée à encourager l'exportation de produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement; dans ce domaine, son rôle consiste à favoriser plus particulièrement l'offre de produits, compte tenu des possibilités d'industrialisation et des débouchés extérieurs disponibles. En ce domaine, elle collaborera volontiers avec d'autres organisations.

8. L'ONUDI collabore étroitement aux études de la FAO concernant un programme de production de ressources alimentaires, destiné à fournir aux pays en voie de développement des moyens industriels leur permettant d'augmenter leur production alimentaire et agricole. L'ONUDI examine tout particulièrement les incidences de ce programme sur l'industrialisation des pays en voie de développement et ses conséquences indirectes sur l'expansion et la promotion des exportations de produits manufacturés. Elle a été très intéressée par la décision du Conseil d'administration du PNUD de créer des industries pilotes et des usines expérimentales (voir E/4398, par. 129 *a ii*), et elle concourra avec le PNUD à l'élaboration et à la mise en œuvre de ce programme.

9. Ces exemples donnent des raisons d'être optimiste, mais il reste néanmoins des domaines où l'on n'est pas encore parvenu à un accord. Le Conseil du développement industriel a d'ailleurs demandé que lui soit présentée la liste des difficultés qui subsistent. Si M. Abdel-Rahman a insisté sur le côté positif, c'est qu'il voulait rétablir l'équilibre. En effet, la situation a été quelque peu faussée par la publicité faite autour des points de désaccord.

10. L'ONUDI établit également des contacts étroits avec les pays avancés, afin de profiter de leur expérience et de leurs ressources. Ces contacts sont indispensables si l'on veut résoudre le problème du recrutement de personnel qualifié à envoyer sur place. Il faudra également que l'ONUDI se tienne au courant des progrès de la technique industrielle qui pourraient servir aux pays en voie de développement. Pour encourager le financement d'entreprises industrielles dans ces pays, l'ONUDI devra prendre contact avec les milieux publics et privés des pays avancés susceptibles d'assurer ce financement; il lui faudra donc renforcer ses moyens d'information dans ces pays.

11. Au cours des mois à venir, l'ONUDI aura à faire face simultanément à plusieurs tâches difficiles. Elle doit s'installer à Vienne et s'occuper du Colloque international d'Athènes et du service de promotion industrielle qui sera créé concurremment. Bien que le Gouvernement grec prenne toutes les dispositions nécessaires en vue du Colloque, et que la préparation des documents progresse à une cadence satisfaisante, il reste encore beaucoup à faire. Il y a aussi des problèmes de coordination et d'harmonisation à régler avec

d'autres organes des Nations Unies. M. Abdel-Rahman est néanmoins convaincu que l'ONUDI franchira sans encombre les mois à venir et ira de l'avant dans la réalisation de ses objectifs.

12. M. AL-SABAH (Koweït) dit qu'il convient de féliciter le Directeur exécutif de l'ONUDI de la manière dont il a dirigé cette Organisation dans une période difficile. Le Gouvernement du Koweït se félicite que l'ONUDI ait dès le début souligné le rôle des pays en voie de développement dans la prise de décisions. C'est à eux qu'il appartient de décider de la priorité qu'il convient d'accorder aux différents projets dans leurs programmes économiques et techniques. En particulier, M. Al-Sabah exprime sa satisfaction devant l'importance que l'on a accordée à l'expansion des industries d'exportation des pays en voie de développement en tant que source de devises devant permettre l'achat de biens d'équipement.

13. Le rôle essentiel de l'ONUDI est d'apporter des concours financiers et techniques à l'industrialisation des pays en voie de développement. On s'accorde à reconnaître qu'elle devrait étudier la mise en œuvre de projets et en analyser les résultats de façon à permettre aux pays en voie de développement de prendre eux-mêmes les décisions concernant la création ou l'expansion d'industries. Le représentant du Koweït se félicite de la décentralisation qui sera réalisée par l'envoi sur place de représentants dans les pays en voie de développement. Les premières démarches du Directeur exécutif auprès des commissions économiques régionales et du PNUD ont été bien accueillies, et il est encourageant de voir que l'ONUDI sera bientôt représentée au sein du PNUD.

14. Le rôle coordonnateur de l'ONUDI est plus difficile. Il est vrai que l'ONUDI est une organisation plus jeune que celles avec lesquelles elle doit collaborer, mais son manque d'expérience peut être compensé par un esprit de coopération de la part des autres organisations du système des Nations Unies. Le Gouvernement du Koweït, qui a été parmi les premiers à saluer la création de l'ONUDI, est certain que cette Organisation pourra accélérer l'essor industriel des pays en voie de développement, et sera heureux de coopérer avec elle dans toute la mesure de ses moyens.

15. M. SIMPSON (Etats-Unis d'Amérique) dit que bien que le taux de croissance de la production industrielle enregistré dans les pays en voie de développement depuis 1960 puisse être considéré comme encourageant, leur part dans la production industrielle mondiale demeure encore très faible. En outre, le taux annuel d'accroissement varie considérablement d'un pays à l'autre et, dans de trop nombreux pays, le taux de croissance est très faible et l'infrastructure industrielle très insuffisante. Il est donc hors de doute que les Nations Unies doivent redoubler d'efforts dans le domaine du développement industriel, et il est encourageant que l'ONUDI ait été créée pour diriger et harmoniser ces efforts.

16. La délégation des Etats-Unis a écouté avec intérêt et satisfaction la déclaration du Directeur

exécutif sur les travaux futurs de la nouvelle Organisation. Les Etats-Unis encouragent depuis de longues années les efforts d'industrialisation des pays en voie de développement, tant par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies que par des programmes bilatéraux. L'ONUDI constituera certainement pour les Etats-Unis un nouveau moyen important de mettre leurs connaissances dans le domaine de la technique industrielle à la disposition des pays en voie de développement pour les aider à édifier des industries productives. Du fait que le développement industriel est un processus complexe et qui présente de nombreux aspects, on ne peut pas s'attendre à ce que l'ONUDI se charge de tous les travaux des Nations Unies dans ce domaine ; les autres institutions spécialisées du système des Nations Unies doivent continuer de contribuer d'une manière importante à l'industrialisation. L'ONUDI œuvrera sans doute en étroite collaboration avec toutes ces institutions, dans un effort coordonné auquel chaque organisation participera selon sa compétence. La délégation des Etats-Unis espère que l'ONUDI encouragera la coordination fonctionnelle de toute l'action des Nations Unies en matière d'industrialisation, grâce à la position centrale qu'elle occupe dans cette action et aux liens qu'elle a avec les programmes connexes des Nations Unies. La coordination que l'ONUDI pourra réaliser aidera considérablement le Conseil économique et social et ses organes tels que le Comité du programme et de la coordination, responsable au premier chef de la coordination générale.

17. Conformément à la résolution 1 (I) du Conseil du développement industriel, le Directeur exécutif est maintenant en train de revoir le programme de travail en vue de soumettre un programme révisé à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale. Durant la session du Conseil du développement industriel, on a beaucoup parlé de la nécessité d'établir des programmes « orientés vers l'action ». Pour la délégation des Etats-Unis, un programme « orienté vers l'action » n'est pas nécessairement un programme comprenant exclusivement des projets à réaliser sur le terrain, les services du siège se bornant à administrer les projets ; au contraire, la délégation des Etats-Unis partage l'opinion exprimée dans l'introduction au rapport sur les activités de l'ONUDI et son programme de travail¹ selon laquelle l'action pratique sur le terrain exige avant tout une bonne connaissance des problèmes que pose l'industrialisation. Action sur le terrain et recherche peuvent chacune gagner en qualité grâce aux progrès de l'autre.

18. Dans le même rapport, le secrétariat de l'ONUDI a classé les fonctions de cette organisation en quatre catégories : fourniture d'assistance technique aux différents pays en voie de développement ; analyse de l'ensemble du processus de l'industrialisation et des problèmes généraux qu'elle pose ; rôle de centre de coordination en ce qui concerne les relations et la coopération dans le domaine de l'industrialisation ; coordination des activités des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. La délégation des Etats-Unis attache de l'importance à toutes ces

¹ Document de l'ONUDI ID/B/4 et Corr. 1 à 3.

activités et est convaincue que chacune d'elles doit avoir sa place dans un programme équilibré ; mais l'œuvre accomplie par l'ONUDI en tant que centre de coordination et d'analyse doit être étroitement liée aux besoins quotidiens des pays en voie de développement, tels qu'ils se traduisent dans leurs demandes d'assistance technique. Du fait qu'il est essentiel de maintenir une relation étroite entre les travaux de recherche effectués par les services du siège et les travaux concernant la réalisation des projets sur le terrain, le programme de recherche du siège de l'ONUDI devrait viser essentiellement à résoudre les problèmes pratiques immédiats des pays en voie de développement. Un programme analytique établi sur cette base devrait impliquer un réexamen des activités déployées par le Centre de développement industriel et aboutir à modifier sensiblement l'importance accordée aux différentes activités, en vue de mettre l'accent sur les réalisations pratiques. Le programme devrait accorder une importance nouvelle aux opérations sur le terrain, en s'appuyant sur une équipe solide de fonctionnaires du siège capables d'effectuer certains travaux de recherche et de documentation, mais en faisant aussi largement appel à des consultants et à des experts de l'extérieur pour répondre à ses besoins dans des domaines particuliers.

19. En ce qui concerne le financement des activités opérationnelles de l'ONUDI, le Conseil, dans sa résolution 2 (I), a invité le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à convoquer une conférence d'annonce de contributions en faveur de l'ONUDI au cours de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale et a recommandé à l'Assemblée générale d'instituer au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies un chapitre distinct pour le financement de travaux de l'ONUDI. Les Etats-Unis n'ont pas appuyé cette résolution car, d'une façon générale, ils estiment que la source principale des fonds destinés aux opérations de l'ONUDI devrait être le PNUD. Cette thèse est conforme à leur opinion que les pays en voie de développement eux-mêmes devraient déterminer l'ordre de priorité relatif à l'utilisation des fonds disponibles, dans le cadre de leurs propres plans nationaux. Afin de pallier certaines des difficultés auxquelles se heurte inévitablement un nouveau programme lorsqu'il doit se définir par rapport aux autres programmes financés par l'élément Assistance technique et l'élément Fonds spécial du PNUD, les Etats-Unis ont appuyé le projet relatif aux Services industriels spéciaux. L'ONUDI a maintenant facilement accès aux ressources du PNUD, et les dépenses au titre du programme des Services industriels spéciaux ont été modérées. Il semble maintenant réaliste de se fier aux ordres de priorité nationaux pour que les fonds dépensés soient utilisés au mieux.

20. L'industrialisation est un phénomène complexe ; en outre, ce n'est qu'un des aspects de l'ensemble du processus de développement. C'est pourquoi il importe que les diverses activités de développement industriel se trouvent en concurrence pour ce qui est des ressources, au PNUD et ailleurs, avec les demandes correspondant à d'autres phases du développement. En décidant quels

sont leurs besoins les plus importants, les pays en voie de développement pourraient fixer un ordre de priorité collectif qui devrait régir l'utilisation des ressources des Nations Unies affectées au développement. La création d'un fonds distinct pour financer un type de projets particulier, par le moyen d'une conférence d'annonce de contributions ou autrement, entraverait le libre jeu des ordres de priorité nationaux, au préjudice de tous. Pour les mêmes raisons, la délégation des Etats-Unis n'a pas voté pour la proposition contenue dans la résolution 2 (I) de créer un chapitre distinct au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies à l'intention de l'ONUDI ; cela influencerait sur le jeu des priorités nationales tout autant que le ferait la création d'un nouveau fonds. En outre, l'ouverture d'un chapitre distinct dans le titre V du budget pourrait entraîner une réduction, plutôt qu'une augmentation, des fonds mis à la disposition de l'ONUDI. Si, comme cela apparaît nettement, les pays en voie de développement accordent un rang élevé de priorité à l'industrialisation, la part du titre V du budget consacrée à l'industrialisation pourrait, par le jeu des priorités nationales, être en fait plus importante que celle qui serait réservée à l'ONUDI dans un chapitre distinct.

21. Les Etats-Unis se félicitent de la convocation du Colloque international sur le développement industriel, qui devrait apporter une contribution appréciable à la connaissance des problèmes et des possibilités d'industrialisation. Si l'on veut que ce Colloque ait une portée plus étendue que les réunions régionales qui l'ont précédé, il faudra notamment permettre une participation plus nombreuse d'experts possédant une expérience pratique des industries intéressées ainsi que des domaines connexes tels que le financement et la technologie. Son succès dépendra largement de la mesure dans laquelle on pourra amener ces experts à participer aux réunions. Il serait également utile que les pays en voie de développement indiquent à l'avance les secteurs particuliers de l'industrie et les aspects particuliers des problèmes industriels qui les intéressent, de manière que les pays développés puissent encourager leurs experts les plus qualifiés dans ces domaines à assister aux réunions. Pour la même raison, les Etats-Unis apprécieront à leur juste valeur toutes les mesures que l'ONUDI pourra prendre pour assurer une plus large participation d'experts. L'ordre du jour du Colloque approuvé par le Conseil du développement industriel est très chargé. Etant donné le temps limité dont on disposera, il serait souhaitable de déterminer rapidement les questions essentielles dans chacun des domaines principaux et de centrer la discussion sur elles. La délégation des Etats-Unis attend avec intérêt les documents que le secrétariat de l'ONUDI prépare sur chacun des points de l'ordre du jour. M. Simpson est convaincu que les gouvernements qui envisagent de participer au Colloque tiendront particulièrement compte de ces documents lorsqu'ils donneront des instructions à leurs représentants.

22. Il souligne l'importance que les Etats-Unis attachent au succès des efforts de l'ONUDI, qui bénéficiera du soutien actif du Gouvernement américain. Il espère vivement que des liens étroits s'établiront entre

l'ONUDI et l'industrie des Etats-Unis, ce qui ferait de l'ONUDI un nouveau et précieux moyen pour les Etats-Unis d'aider à l'industrialisation des pays en voie de développement.

23. M. COSÍO VILLEGAS (Mexique) dit que son pays s'est félicité de la décision prise par l'Assemblée générale de faire de l'ONUDI une organisation qui s'occupe particulièrement de l'intensification et de la coordination du développement industriel. On constate avec satisfaction que les efforts du Comité du développement industriel forment une base utile pour les travaux ultérieurs de l'ONUDI.

24. Le Gouvernement mexicain n'est pas satisfait des progrès qui ont été réalisés au cours des trente dernières années et s'efforce actuellement de surmonter les obstacles qui entravent le développement économique du pays. La délégation mexicaine a lu avec intérêt le rapport du Conseil du développement industriel sur sa première session, et M. Cosío Villegas désire formuler quelques observations sur certains des sujets qui y sont traités. En ce qui concerne la résolution 1 (I) adoptée par le Conseil à sa première session, il est d'avis qu'afin de ne pas perdre de vue les objectifs essentiels de l'ONUDI et pour assurer l'utilisation maximale des ressources disponibles, il conviendrait de supprimer les activités de recherche qui n'offrent pas un rôle d'appui immédiat pour les activités opérationnelles. A l'alinéa 2 d ii de cette résolution, il est dit que des activités de recherche n'ayant pas nécessairement pour objectif immédiat et direct de soutenir des activités opérationnelles peuvent néanmoins, à plus long terme, se révéler fort utiles pour le développement. La délégation mexicaine ne saurait partager cet avis; elle estime qu'il y a lieu de limiter pour le moment les activités de recherche aux problèmes actuels des pays bénéficiaires. La délégation mexicaine ne pense pas non plus que l'ONUDI doive s'occuper des diverses stratégies du développement industriel à moins qu'un pays ne fasse une demande spéciale de recherche sur ce sujet. Il incombe à chaque pays de formuler sa propre stratégie du développement en fonction de sa politique économique générale.

25. M. Cosío Villegas espère que le Colloque international sur le développement industriel, approuvé par l'Assemblée générale dans la résolution 2178 (XXI), contribuera de façon efficace à accélérer et intensifier l'expansion économique des pays en voie de développement; le Mexique attend avec grand intérêt de prendre part à ce Colloque. Le représentant du Mexique se félicite que le Gouvernement autrichien ait proposé Vienne comme siège de l'ONUDI et il apprécie les efforts que le Directeur exécutif déploie pour résoudre les problèmes difficiles auxquels se heurte la création d'une nouvelle organisation internationale avec des moyens limités. Certaines modifications devront bien entendu être apportées à la structure du personnel de l'ONUDI mais elles dépendront essentiellement du type et du nombre de demandes reçues des gouvernements participants, des opérations locales d'assistance technique et des études qui devront être effectuées. Il y a lieu de viser à un degré maximal de décentralisation en vue d'éta-

blir une liaison étroite entre le personnel du siège de l'ONUDI et les pays en voie de développement. Il est très souhaitable que les administrateurs et les experts techniques de l'ONUDI aient des connaissances approfondies acquises sur place des besoins des régions non développées. Le projet de résolution du Cameroun, du Pérou et des Philippines (voir E/4385, par. 266 à 272), que le Conseil du développement industriel examinera à sa prochaine session, contient des directives appropriées pour l'organisation du personnel conformément aux besoins des pays bénéficiaires, mentionnant en particulier l'affectation de conseillers industriels aux pays en voie de développement. En vue d'économiser les ressources, il y aura lieu de limiter la durée de ces affectations.

26. En ce qui concerne les questions financières abordées par le Conseil à sa première session, une certaine inquiétude se manifeste apparemment du fait que l'intention initiale de doter l'ONUDI d'une structure institutionnelle appropriée n'a pas été réalisée selon l'esprit et la lettre des résolutions 2089 (XX) et 2152 (XXI) de l'Assemblée générale. Malgré l'adoption de la résolution 2 (I), dont le texte avait été présenté par un groupe de pays en voie de développement, et qui souligne l'importance de l'autonomie financière de l'ONUDI, il n'y a pas de raison d'être optimiste; les difficultés financières auxquelles se heurte l'Organisation doivent être résolues d'urgence. Il est paradoxal de constater que, alors que des difficultés financières, sur lesquelles le Directeur exécutif a insisté, empêchent le secrétariat de s'occuper rapidement des demandes adressées par les pays, certaines délégations sont opposées à l'idée de tenir une conférence d'annonce de contributions sous prétexte qu'il n'y a pas suffisamment de projets acceptables en vue.

27. On est unanime à reconnaître que la réussite des pays en voie de développement qui s'efforcent de surmonter leurs insuffisances dans le domaine industriel doit dépendre dans une large mesure de leurs propres efforts; néanmoins, la coopération internationale a un rôle très important à jouer. La délégation mexicaine demande à tous les pays d'aider à résoudre les difficultés financières de l'ONUDI. M. Cosío Villegas insiste à nouveau, en conclusion, sur la nécessité d'utiliser essentiellement pour des activités opérationnelles les ressources limitées disponibles; il faut supprimer les travaux de recherche qui n'ont pas de rapport direct avec les activités opérationnelles.

28. M. LAVALLE VALDEZ (Guatemala) dit qu'au cours des vingt dernières années, le Gouvernement du Guatemala a promulgué des lois spéciales et octroyé des exemptions d'impôts pour encourager les activités des entreprises qui s'occupent de programmes d'investissement industriel. Il a également créé un centre de promotion de la productivité, qui essaie de stimuler l'établissement de nouvelles industries et d'encourager la production industrielle. Grâce à ces mesures et à la création du Marché commun d'Amérique centrale, de nouveaux marchés se sont ouverts. Au cours des dernières années, le Guatemala a maintenu un taux de croissance de 10 % dans l'industrie manufacturière, l'un des taux les plus élevés d'Amérique latine. Néanmoins, ce pays soit surmonter de nombreuses difficultés dans

le domaine du développement industriel. Les pays en voie de développement ont besoin d'augmenter les investissements dans l'industrie non seulement parce que c'est le principal moyen d'accélérer leur rythme de croissance, mais aussi parce que l'accroissement démographique rend indispensable la création de nouveaux emplois dans l'industrie.

29. Dans certaines parties du monde, il n'est pas possible de prendre les mesures techniques qui seraient nécessaires pour accroître la productivité ; en fait, pour le moment, la pleine application des progrès techniques est limitée aux pays les plus développés. On a créé l'ONUDI parce qu'on s'est rendu compte qu'il n'était pas possible d'appliquer la technique moderne dans les pays en voie de développement sans instituer un centre d'orientation et de consultations. L'Assemblée générale, consciente de la nécessité de coordonner les efforts pour promouvoir le développement industriel, a donné à l'ONUDI un rôle important à jouer dans ce domaine.

30. La création d'une nouvelle organisation comporte inévitablement de nombreuses difficultés, et l'ONUDI a beaucoup de problèmes à résoudre. Il y a la difficulté de recruter des experts dans les principaux domaines industriels ; il semble y avoir quelque désaccord sur le financement de cette organisation, et la structure du personnel doit être améliorée. Il importe que l'ONUDI joue un rôle central dans la coordination des activités des organismes des Nations Unies en matière de développement industriel. M. Lavalle Valdez espère sincèrement que les difficultés liées à l'établissement de cette organisation seront surmontées et que celle-ci connaîtra un plein succès à l'avenir.

31. M. CHADHA (Inde) déclare que la création de l'ONUDI a marqué une étape importante dans l'histoire des Nations Unies. Pour réaliser rapidement leur développement industriel, les pays en voie de développement ont besoin d'un cadre institutionnel propre à la coopération internationale, et l'ONUDI permettra de répondre à ce besoin.

32. Il est inutile de souligner le rôle essentiel que l'industrialisation peut jouer dans la diversification des économies des pays en voie de développement et l'importance de sa contribution à l'élévation du niveau de vie des populations de ces pays. On s'accorde généralement à reconnaître que le rythme de l'industrialisation détermine le taux de croissance global de l'économie. La plupart des pays en voie de développement se sont laissés distancer par les nations avancées du globe depuis plusieurs décennies, en fait même depuis des siècles et, compte tenu de l'évolution rapide des techniques à laquelle on assiste actuellement, on ne peut rattraper le temps perdu que lentement et difficilement. Les pays en voie de développement rencontrent dans cette entreprise de sérieux obstacles, le plus grave étant le manque de capitaux d'investissement et de ressources en devises. C'est évidemment aux pays en voie de développement eux-mêmes qu'il appartient de fournir l'effort principal dans le domaine de l'industrialisation ; cet effort ne concerne pas uniquement la préparation des plans, mais aussi la mobilisation des ressources et le relèvement du taux d'épargne. Ces obstacles ne peuvent toute-

fois être surmontés sans une assistance extérieure sous diverses formes, y compris une aide financière substantielle, et le meilleur moyen d'obtenir cette assistance consiste à intensifier les efforts de la communauté mondiale. L'ONUDI aura un rôle important à jouer à cet égard, non seulement en fournissant l'assistance technique et le préinvestissement, mais encore en ouvrant la voie aux investissements eux-mêmes.

33. L'expression « organisation orientée vers l'action » est revenue constamment dans les débats qui ont précédé la création de l'ONUDI, ainsi qu'au cours de la première session du Conseil du développement industriel. A cette session, le Conseil a dû s'occuper de diverses questions d'organisation, mais il a réussi néanmoins à consacrer beaucoup d'attention au programme et aux travaux futurs de l'ONUDI. De nombreuses décisions ont été prises, et le représentant de l'Inde espère que leur application jettera les bases d'une organisation véritablement orientée vers l'action.

34. Avant de pouvoir jouer un rôle vraiment efficace et d'être en mesure de satisfaire les besoins véritables des pays en voie de développement, l'Organisation rencontrera de multiples obstacles et de nombreuses difficultés dans les premières étapes de son travail. L'un de ces obstacles, et non des moindres, est dû au fait que l'ONUDI a succédé au Centre de développement industriel et qu'au cours de la période actuelle de transition, elle semble conserver les caractéristiques du Centre plus qu'il n'est peut-être souhaitable. Les fonctions prévues à l'origine pour le Centre comprenaient essentiellement la réalisation d'études, l'organisation de conférences et de cycles d'étude. En revanche, la nouvelle Organisation a été conçue pour s'occuper de plus en plus de l'extension des activités opérationnelles apportant une assistance directe aux pays en voie de développement. Si l'ONUDI doit remédier aux déficiences qui ont limité l'efficacité du Centre de développement industriel, son action devra se développer sur deux plans. Il faudra tout d'abord trouver le moyen d'affecter une fraction plus importante des fonds provenant de sources existantes — tels le PNUD et le programme ordinaire d'assistance technique — aux activités opérationnelles de l'ONUDI. En outre, l'Organisation devra recevoir directement des fonds importants pour ses opérations.

35. En ce qui concerne les sources actuelles de financement, on a souvent soutenu que, les allocations étant fondées sur les demandes formulées par les pays, le peu de contributions affectées au développement industriel traduit le nombre limité de demandes sollicitant une assistance dans ce domaine. Si cela peut être vrai dans une certaine mesure, en réalité le petit nombre de demandes ne reflétait pas le caractère limité des besoins ; il était la conséquence de l'absence d'une organisation solide et autonome, telle que l'ONUDI, susceptible de servir d'instrument non seulement pour encourager la présentation de demandes, mais encore pour exécuter les plans d'assistance. Maintenant que cette lacune est comblée, l'ONUDI devra établir des contacts effectifs avec les gouvernements des pays en voie de développement, de manière à pouvoir les renseigner sur les formes d'assistance susceptibles d'être

mises à leur disposition et les aider à formuler des demandes en vue d'obtenir cette assistance. Elle ne pourra effectivement mener à bien cette tâche qu'à la condition de disposer pour son action sur le terrain d'agents compétents, qui puissent étudier sur place les problèmes des pays en voie de développement, en maintenant une liaison étroite et continue avec les gouvernements intéressés et notamment avec leurs services de l'industrie. L'affectation de conseillers industriels auprès des représentants résidents du PNUD en Afrique a été la première mesure prise dans ce sens ; le représentant de l'Inde espère que des dispositions analogues seront bientôt prises pour d'autres régions. La première chose à faire maintenant est d'installer des agents de l'ONUDI dans les capitales du plus grand nombre possible de pays en voie de développement.

36. La première session du Conseil a suffisamment montré la nécessité de consacrer des ressources plus importantes aux activités opérationnelles de l'ONUDI. M. Chadha est satisfait de la décision prise par le Conseil dans sa résolution 2 (I) tendant à réunir annuellement une conférence pour les annonces de contributions. Il faut se féliciter de ce que les membres du Conseil, qu'ils appartiennent à des pays en voie de développement ou à des pays développés, se soient mis d'accord sur la nécessité d'accentuer le caractère opérationnel de l'ONUDI ; mais l'ONUDI ne peut intensifier ses activités opérationnelles si elle ne dispose pas de fonds à cette fin, et le représentant de l'Inde espère que les pays industrialisés confirmeront leurs déclarations en apportant des contributions substantielles aux fonds opérationnels de l'ONUDI. Il convient de féliciter le Conseil d'avoir adopté à l'unanimité la résolution 1 (I) sur le programme de travail et les activités futurs de l'ONUDI et d'avoir insisté sur le rôle coordonnateur de l'ONUDI dans le domaine du développement industriel. La coordination est de la plus haute importance, non seulement pour permettre l'utilisation la plus avantageuse, pour les pays en voie de développement, de ressources internationales peu abondantes, en évitant un chevauchement inutile des efforts, mais aussi pour favoriser une étroite collaboration entre l'ONUDI et les autres organisations internationales. M. Chadha a entendu avec satisfaction le Directeur exécutif déclarer que le secrétariat avait déjà pris des mesures pour établir une telle collaboration.

37. La délégation de l'Inde attache une importance considérable au prochain Colloque international sur le développement industriel, qui servira de base aux programmes à longue échéance des activités de l'ONUDI.

38. En conclusion, M. Chadha souhaite réaffirmer son entière confiance dans les capacités et la compétence du Directeur exécutif.

M. Zollner (Dahomey), Vice-Président, prend la présidence.

39. M. SHAHEED (Organisation internationale du Travail) entend porter à la connaissance du Conseil certains faits importants intéressant les relations entre l'ONUDI et l'OIT, et qui sont intervenus depuis la première session du Conseil du développement industriel.

40. Les idées de l'OIT sur ce sujet ont été exposées à diverses occasions par le Directeur général du BIT. Certaines d'entre elles ont été reprises dans la déclaration faite par son représentant à la session du Conseil du développement industriel, où les points suivants ont été mis en relief : la création de l'ONUDI a comblé une lacune du mécanisme international en fournissant un cadre propre au développement des activités de toutes les institutions ; l'ONUDI et l'OIT devront parvenir à un accord fixant des mesures pratiques de coopération et de coordination ; l'expérience de l'OIT en matière de développement industriel démontre la nécessité d'un mécanisme de coordination solide à l'échelon national ; enfin, la structure très décentralisée de l'OIT donnera aux représentants de l'ONUDI et de l'OIT l'occasion de coopérer à l'échelon régional et à l'échelon national. Un des points figurant à l'ordre du jour de la cinquante et unième session de la Conférence internationale du Travail, tenue en juin 1967, était intitulé « Le rôle de l'OIT dans l'industrialisation des pays en voie de développement » ; la Conférence a adopté à l'unanimité un certain nombre de conclusions portant sur ce sujet. Dans l'exposé qu'il a fait en sa qualité de secrétaire général de la Conférence, le Directeur général du BIT a mentionné l'intérêt pris par l'OIT à l'industrialisation et le rôle qu'elle est en mesure de jouer dans sa promotion. Il a souligné le fait que l'OIT n'envisage pas de poursuivre un programme d'industrialisation pour son propre compte, mais qu'elle souhaite apporter sa contribution particulière et distincte à un programme international élargi où l'on espère que l'ONUDI jouera un rôle de premier plan. Le principal apport de l'OIT à l'ensemble des efforts internationaux dans le domaine de l'industrialisation concerne les problèmes de main-d'œuvre qui s'y rattachent. Le Directeur général a en outre exprimé l'espoir qu'à l'avenir le programme de l'OIT traduirait plus nettement et plus clairement l'intérêt que cette organisation porte à la promotion de l'industrialisation dans les pays en voie de développement. Il a rassuré certains représentants qui semblaient éprouver des inquiétudes au sujet des relations de l'OIT avec l'ONUDI : bien qu'il fût trop tôt pour affirmer que toutes les questions de compétence étaient résolues, le Directeur général s'est déclaré convaincu qu'on pourrait bientôt parvenir à un accord définissant clairement le domaine des compétences de chaque organisation et prévoyant des mesures concrètes de coopération. En fait, l'OIT et l'ONUDI collaborent déjà très étroitement dans divers domaines d'intérêt mutuel et commun.

41. Dans son rapport à la Conférence sur le même sujet, le Directeur général du BIT a souligné l'importance qu'il attache à une coopération et une coordination étroites avec d'autres institutions des Nations Unies, notamment l'ONUDI. La série de « Conclusions », que la Conférence a adoptées à l'unanimité, comporte trois sections principales. La première explique le cadre de la contribution de l'OIT à l'industrialisation des pays en voie de développement et fixe certaines directives. L'OIT, qui assume une responsabilité spéciale en ce qui concerne les problèmes de main-d'œuvre, doit avoir l'occasion de participer au développement industriel. Les activités de l'OIT dans le domaine de l'industrialisation doivent être

menées en coopération étroite avec l'ONUDI qui en cela doit jouer le rôle d'un organe central et directeur. Mais cette coopération ne doit pas se borner à délimiter les compétences respectives des institutions; elle doit prendre la forme de projets communs. Quoi qu'il en soit, il faudra tenir pleinement compte de la structure tripartite et des méthodes de travail de l'OIT.

42. La deuxième section des « Conclusions » concerne les principes généraux de la contribution de l'OIT au développement industriel. Elle souligne que les activités de l'OIT dans ce domaine doivent être régies par sa Constitution et ses buts. Elle met en évidence la nécessité de développer les possibilités du Centre international de perfectionnement professionnel et technique à Turin, en ce qui concerne la fourniture de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire aux pays en voie d'industrialisation et, ici encore, on insiste sur la coopération avec d'autres organisations.

43. La dernière section des « Conclusions » traite du fond même des activités de l'OIT relatives à l'industrialisation des pays en voie de développement. Ces activités relèvent de trois domaines principaux: premièrement, les ressources humaines y compris la planification et l'évaluation de la main-d'œuvre, la création d'emplois, la formation de travailleurs spécialisés à tous les échelons et les migrations de travailleurs; deuxièmement, les conditions de travail et d'existence dans l'industrie; troisièmement, le développement des institutions sociales concernant surtout les activités qui favorisent les relations entre les employeurs, les travailleurs et les pouvoirs publics, en les orientant vers une atmosphère sociale propice au fonctionnement efficace d'une société en voie d'industrialisation.

44. Si M. Shaheed a souligné les traits caractéristiques des décisions prises à cet égard par la Conférence internationale du Travail, c'est surtout pour assurer le Conseil que le travail de l'OIT en matière de développement industriel doit se limiter à des domaines nettement définis dans lesquels elle peut contribuer utilement à l'effort d'ensemble. Elle ne s'occupera pas de questions telles que le financement de l'industrie, les investissements fixes, les matières premières et les prix. De plus, le travail de l'OIT sera fondé sur le principe de la coordination pleine et entière et de l'action commune. L'OIT a fourni un certain nombre de documents pour le Colloque international sur le développement industriel, concernant des sujets tels que la participation des organisations professionnelles au développement industriel, l'emploi dans l'industrie, les salaires et le développement industriel, les besoins professionnels découlant du développement industriel, les programmes d'enseignement et de formation destinés à répondre aux besoins de l'industrialisation, la promotion de la main-d'œuvre qualifiée dans les entreprises de petite dimension, et la planification de l'hygiène et de la sécurité du travail dans les nouvelles usines. La coopération étroite et cordiale maintenue entre l'OIT et l'ONUDI lors de la préparation de la contribution de l'OIT au Colloque fournit un bon exemple du genre de coopération visé par l'OIT.

45. M. Shaheed ne méconnaît pas la nécessité d'arrangements de travail bilatéraux entre l'ONUDI et l'OIT, fondés sur l'expérience acquise antérieurement par l'OIT dans ses rapports avec l'ancien Centre de développement industriel. Des consultations ont eu lieu récemment à ce sujet entre le Directeur général du BIT et le Directeur exécutif de l'ONUDI, et l'on a pu poser les bases d'une discussion et d'un accord ultérieurs.

46. M. DELISLE (Canada), évoquant les difficultés matérielles qu'a dû surmonter l'ONUDI au cours de la phase initiale et les hésitations qui ont entouré le choix de la politique à suivre par la nouvelle organisation au moment de la première session du Conseil du développement industriel, se plaît à constater que le programme de travail établi par le Conseil témoigne du désir unanime de faire de l'ONUDI une institution orientée vers l'action. Ses recherches ne doivent pas être théoriques mais avoir trait directement à la promotion de l'industrialisation des pays en voie de développement. En effet, la première résolution adoptée par le Conseil donne en fait mission aux représentants locaux de l'ONUDI de chercher à cerner les problèmes et les possibilités dans ce domaine et de participer à la formulation de demandes d'assistance en vue de la solution des difficultés. La décision visant à affecter dix à vingt conseillers industriels auprès des représentants résidents du PNUD devrait être un moyen de s'assurer que le PNUD recevra des demandes de projets industriels convenablement formulées et de renforcer la coordination entre les institutions qui s'occupent de problèmes industriels. C'est avec juste raison que le Conseil a mis l'accent sur l'utilité qu'il y aurait d'entretenir des rapports étroits avec les organismes des Nations Unies qui s'efforcent de développer certains types d'industrialisation particuliers; M. Delisle partage l'opinion du Directeur exécutif que l'ONUDI, qui n'a que des ressources très limitées, ne saurait s'attaquer à tous les problèmes d'industrialisation à la fois et doit tirer parti de l'expérience et des ressources d'autres organes des Nations Unies. Tous les problèmes, quels qu'ils soient, touchant à la coordination avec la FAO, l'OIT, la CNUCED, le GATT et d'autres institutions internationales doivent être résolus de façon pratique, comme l'a indiqué le Directeur exécutif. Le programme proposé pour encourager le développement des exportations est un exemple de ce qu'on peut attendre d'une action commune de l'ONUDI avec les institutions spécialisées ou les commissions économiques régionales.

47. Etant donné que les services consultatifs que doit fournir l'ONUDI vont probablement donner lieu à un accroissement des demandes nationales ou régionales d'assistance adressées au PNUD et permettre au groupe de la BIRD et aux banques de développement régional, de même qu'à des entreprises privées, de découvrir plus aisément les possibilités intéressantes d'investissement, M. Delisle ne voit pas l'intérêt que présenterait une conférence d'annonce des contributions séparée. Il estime que le PNUD doit rester la source principale de financement des projets. Il est également opposé à la fragmentation du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU qui résulterait de l'inscription dans

le budget d'un chapitre distinct pour le développement industriel.

48. M. Delisle espère que les travaux préparatoires du Colloque international sur le développement industriel seront organisés de telle sorte que les débats se situent sur un plan pratique et soient axés sur des problèmes véritables ; mais l'ordre du jour provisoire lui paraît si vague qu'il craint que le Colloque ne se perde dans des généralités et des lieux communs qui n'auraient que peu de chances de faire avancer l'industrialisation dans les pays en voie de développement. Etant donné la complexité du processus d'industrialisation, l'ampleur du sujet et la variété des conditions qui existent dans les divers pays en voie de développement, il est impossible d'examiner au cours d'un même colloque tous les aspects pertinents de l'industrialisation. A la première session du Conseil, la délégation canadienne a suggéré des moyens d'obtenir des résultats applicables dans les pays en voie de développement, mais elle a eu la déception de constater qu'aucune autre délégation ne reprenait son idée et qu'aucune nouvelle suggestion n'était faite au sujet des modifications à apporter aux méthodes et plans pour assurer le succès du Colloque. Le secrétariat et le gouvernement hôte doivent faire en sorte que ce colloque soit préparé dans ses moindres détails, même si cela exige des délais plus longs.

49. M. HAYTA (Turquie), parlant du rôle central que l'ONUDI peut jouer pour encourager l'industrialisation des pays en voie de développement dont l'économie reposait jusqu'ici sur les produits agricoles et primaires, dit que l'on pourrait élaborer un programme de travail rationnel sur la base des mesures prises à ce jour. L'adoption par le Conseil du développement industriel, à sa première session, de la résolution relative au programme de travail futur de l'Organisation, qui doit être orienté vers l'action, a été la preuve qu'un même esprit de coopération anime les membres de l'ONUDI. Conformément à la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, le Conseil a précisé la compétence de l'ONUDI dans le domaine industriel et insisté sur l'importance qu'il y a à établir avec les autres organismes des Nations Unies une coopération harmonieuse fondée sur des négociations constructives tenant compte de la compétence et de l'expérience particulière de chaque organisation. Le Colloque international sur le développement industriel formulera certainement des recommandations qui permettront de donner aux activités de l'ONUDI l'orientation voulue. Le rôle de l'ONUDI en tant que centre de l'action internationale sera encore plus important lorsque les pays en voie de développement atteindront un stade où il sera possible de s'engager dans une industrialisation généralisée. L'ONUDI devrait être admise à prendre une part de plus en plus active aux projets du PNUD dans le domaine industriel, à titre d'agent chargé de l'exécution ; de la sorte il serait possible de combler une lacune depuis longtemps manifeste dans le système d'assistance technique des Nations Unies. On peut être sûr que les Etats Membres fourniront à l'ONUDI les ressources nécessaires pour qu'elle puisse s'acquitter efficacement de ses tâches.

50. M. ATTIGA (Libye) exprime sa satisfaction devant les excellents travaux réalisés dans des conditions difficiles par le Directeur exécutif et le personnel de l'ONUDI pour asseoir les opérations futures de l'Organisation sur une base solide et pratique. A la première session du Conseil du développement industriel, la plupart des délégations ont souligné la nécessité d'encourager au même titre le développement agricole et le développement industriel. Dans les pays en voie de développement, ces deux éléments sont inséparables et la productivité agricole ne peut faire aucun progrès si elle ne s'accompagne pas d'une expansion de l'activité industrielle. L'industrie absorbe l'excédent de main-d'œuvre dû à l'amélioration du rendement agricole et favorise l'essor d'un important marché urbain pour l'écoulement des produits agricoles qui à son tour suscite des améliorations dans le domaine de la productivité et de la spécialisation agricoles. Il faut donc que les plans prévoient de développer parallèlement les deux secteurs, car en accordant plus d'importance à l'un qu'à l'autre on risque de ralentir le développement de chacun d'eux. Le faible rythme de croissance des secteurs agricole et industriel des pays en voie de développement est peut-être attribuable au déséquilibre de la structure générale des institutions rattachées à l'ONU, qui jusqu'ici n'ont pas attaché assez d'importance à l'industrialisation. L'ONUDI peut permettre de combler cette lacune et doit jouir de tout le soutien nécessaire pour remplir la mission qu'on attend d'elle.

51. Le Colloque international sur le développement industriel donnera à l'ONUDI et aux participants l'occasion d'examiner les problèmes de l'industrialisation sous l'angle national et international et de procéder à des échanges de vue sur les difficultés des pays en voie de développement. Le Gouvernement de la Libye prépare plusieurs communications en prévision de ce Colloque.

52. L'industrialisation des pays en voie de développement ne sera possible que si l'on parvient à réduire sensiblement la fragmentation économique actuelle. Tout doit être mis en œuvre pour encourager l'intégration économique régionale, et M. Attiga espère que l'ONUDI et les commissions économiques régionales coordonneront et multiplieront leurs efforts dans ce sens. Il espère également que l'ONUDI bénéficiera des ressources, de l'expérience et de l'appui du PNUD, des institutions spécialisées et du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et qu'elle recevra des Etats Membres les contributions nécessaires. Il se déclare favorable à la politique de souplesse et de dynamisme suggérée par le Directeur exécutif, qui lui semble parfaitement indiquée en raison des conditions très différentes des divers pays en voie de développement. Il reconnaît, avec le Directeur exécutif, que le rôle de l'ONUDI doit être de promouvoir et d'agir et ne doit pas se réduire à l'envoi à sens unique d'experts dans les pays en voie de développement. Cette politique est rationnelle et réaliste. M. Attiga espère que l'Organisation disposera des ressources et du personnel nécessaires pour la mettre en œuvre ; il lui faudra pour cela augmenter l'effectif des administrateurs, qu'il s'agisse de spécialistes ou de fonctionnaires de formation générale, et jouir, pour réunir et gérer les ressources, d'une

plus grande autonomie. Le représentant de la Libye espère que l'Assemblée générale, à sa prochaine session, prendra les décisions qui s'imposent à cet égard. Il appuie la résolution 2 (I) proposant une conférence annuelle d'annonce de contributions pour l'ONUDI, ainsi que l'institution au titre V du budget ordinaire de l'ONU d'un chapitre distinct consacré aux activités visant à encourager le développement industriel.

53. L'ONUDI devra s'assurer le soutien et la coopération de toutes les institutions spécialisées, notamment la FAO, l'OIT et l'UNESCO, et du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Une partie des travaux accomplis actuellement par les institutions spécialisées dans le domaine industriel devront être pris en mains par l'ONUDI de façon à assurer une meilleure coordination et une spécialisation plus poussée. Comme la délégation de la Libye l'a souligné à la quarante-deuxième session du Conseil, l'ONUDI doit jouer un rôle central dans le développement des industries extractives, telles que l'exploitation minière et pétrolière. Une étape décisive sera franchie si l'on donne à l'ONUDI la possibilité de prendre une part active à la planification et à l'exécution de l'étude mondiale sur les ressources non agricoles qui a été proposée. La CNUCED et l'ONUDI devront veiller à ce que leurs travaux soient étroitement coordonnés car, isolément, elles ne peuvent faire de progrès réels.

54. M. QURESHI (Pakistan) dit que son gouvernement attend beaucoup de l'ONUDI et espère fermement que cette organisation répondra aux espoirs de tous. Il est sûr que le Colloque international sur le développement industriel contribuera largement à faire mieux comprendre les problèmes que pose l'industrialisation dans les pays en voie de développement. C'est donc avec satisfaction qu'il a accueilli la décision qui a été prise récemment d'inviter, par l'intermédiaire des gouvernements, des représentants du monde de l'industrie et des affaires à participer au Colloque; les contacts qui y seront établis leur seront certainement très utiles pour la programmation du développement industriel.

55. Etant donné le rôle de promoteur que doit jouer l'ONUDI et la diversité des opérations dont elle est chargée, il semble inévitable que cette organisation ait une structure centralisée: elle devra gérer une vaste bibliothèque et devenir un important centre de documentation, engager des experts hautement qualifiés, nouer des relations avec des organismes de financement internationaux et avec des gouvernements et coordonner ses opérations avec celles des autres institutions. Pour exercer ses activités opérationnelles, toutefois, il lui faudra disposer d'un personnel suffisant tant à l'échelon national qu'à l'échelon régional. Une mesure utile à cet égard serait de créer des bureaux extérieurs, ainsi que l'ont recommandé certains membres du Conseil, bureaux qui agiraient en étroite collaboration avec les représentants résidents du PNUD; en effet, lorsque les gouvernements demandent une assistance en ce qui concerne des problèmes de base, un seul représentant sur place n'y saurait suffire. Au cours de ses débats, le Conseil du développement industriel n'a pas accordé assez d'attention à la question du renforcement des équipes locales

dans le cadre du système centralisé existant, et M. Qureshi pense que le Conseil et le Directeur exécutif devraient se pencher de nouveau sur cette question.

56. Soulignant la nécessité de la recherche industrielle, que l'ONUDI peut contribuer à encourager, M. Qureshi dit que l'on devrait tirer le meilleur parti possible des résultats des recherches effectuées dans les pays développés, bien que l'on ne doive pas perdre de vue que ces recherches se fondent sur les conditions et les ressources de ces pays et sont généralement orientées vers des techniques qui exigent beaucoup de capitaux, alors que les pays en voie de développement, où il existe souvent un excédent de main-d'œuvre, sont plus intéressés par une technique fondée sur l'emploi intensif de main-d'œuvre. Les résultats des recherches effectuées dans les pays développés doivent donc être adaptés aux besoins des pays en voie de développement. M. Qureshi note avec satisfaction que l'ONUDI entretiendra des relations étroites avec les pays développés et il espère que les activités de recherche ne seront pas exclues de cette coopération.

57. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni), tout en réaffirmant que son gouvernement approuve la création et les travaux de l'ONUDI, étant donné le rôle que cette organisation peut jouer en donnant des conseils aux pays en voie de développement au sujet de leur programme d'industrialisation, dit qu'il a été quelque peu déçu par la première réunion du Conseil du développement industriel. Le Conseil a énoncé des principes généraux pour aider le Directeur exécutif à planifier les activités futures de l'Organisation, il a adopté son règlement intérieur et il a assisté à la conclusion d'un accord extrêmement généreux concernant le siège de l'ONUDI à Vienne, mais il n'a pu aboutir à aucune conclusion ferme concernant la structure et la teneur du programme de travail ou l'organisation de ses propres travaux et celle du secrétariat de l'Organisation. A sa prochaine session, il lui faudra se pencher sur ces questions et sur des questions connexes. La délégation du Royaume-Uni attend avec intérêt de pouvoir examiner le budget du programme pour 1969 lors de cette session et étudier le programme de travail pour 1968 à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

58. Le représentant du Royaume-Uni a été heureux d'apprendre qu'une coopération toujours plus étroite unit l'ONUDI et le PNUD qui, à son avis, devrait être la source principale des fonds opérationnels de l'ONUDI. Il est hostile à l'idée de tenir une conférence d'annonce des contributions distincte pour l'ONUDI. Il espère qu'une coopération analogue s'établira entre l'ONUDI et les autres agents chargés de l'exécution des projets du PNUD, notamment la nouvelle Section de la coopération technique de l'Organisation des Nations Unies. Il pense toutefois que l'institution d'un chapitre distinct pour le développement industriel au titre V du budget ordinaire n'est pas le meilleur moyen d'encourager cette coopération. Le principal obstacle qui s'oppose au progrès de l'ONUDI en tant qu'institution opérationnelle est l'imprécision des conditions de réalisation des projets; le représentant du Royaume-Uni espère que ce problème sera bientôt résolu.

grâce à la nomination de conseillers industriels auprès des représentants résidents du PNUD lorsque cela sera nécessaire. Il a noté avec satisfaction que le Directeur exécutif donnerait la priorité à ces nominations.

59. Il est trop tard pour modifier radicalement l'ordre du jour du Colloque international sur le développement industriel, mais Sir Edward Warner espère qu'il sera possible d'organiser l'emploi du temps et les réunions de manière à pouvoir approfondir l'examen de certaines questions et à assurer que les spécialistes de l'industrie des pays développés et des pays en voie de développement tireront le meilleur parti du temps qu'ils consacreront au Colloque. Le représentant du Royaume-Uni attend avec intérêt la parution du rapport du Directeur exécutif sur les dispositions définitives prises pour le Colloque, qui doit être présenté à l'Assemblée générale.

60. La parution tardive du rapport du Conseil, qui n'a pas été adopté officiellement par lui — on a laissé au Rapporteur et au secrétariat le soin de le terminer —, a causé beaucoup d'inconfort au Gouvernement du Royaume-Uni. La plus grande partie du rapport se composait d'annexes que les gouvernements possédaient déjà et qui auraient pu être distribuées plus tard en tant qu'additifs, ce qui aurait permis de distribuer beaucoup plus tôt le rapport proprement dit. Sir Edward Warner espère que le prochain rapport sera distribué en temps voulu.

M. Klusak (Tchécoslovaquie) reprend la présidence.

61. M. SANDOUNGOUT (Gabon) dit que le rapport du Conseil du développement industriel est très complet et traite de façon particulièrement compétente des problèmes et des priorités de l'industrialisation et de la création d'industries de produits de consommation et

d'articles manufacturés dans les pays en voie de développement. Il félicite le Conseil et le Directeur exécutif du travail très utile qu'ils ont accompli en vue du Colloque international sur le développement industriel. Parlant de la richesse du sous-sol de son pays et des efforts systématiques déployés pour l'exploiter avec l'assistance financière de l'Etat dans le cadre du plan de développement économique et social actuel, M. Sandoungout dit que l'optimisme et la confiance de son gouvernement dans l'avenir s'expliquent par la confiance qu'il a dans les organisations internationales et les relations avec les pays étrangers. A mesure qu'il développera ses industries, il aura besoin qu'une assistance toujours plus diversifiée lui soit dispensée par l'intermédiaire d'organisations internationales telles que l'ONUDI. Il approuve donc les objectifs de l'ONUDI et il exprime l'espoir que, grâce à ses travaux, les pays en voie de développement seront en mesure de diversifier leurs économies, en mettant davantage l'accent sur l'industrie, et d'élever ainsi le niveau de vie de leurs peuples.

62. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) se rend compte qu'il existe des divergences d'opinion entre les pays développés et les pays en voie de développement en ce qui concerne la structure et les fonctions de l'ONUDI ; il espère néanmoins que, vu l'importance que présente le développement industriel pour les pays en voie de développement, toutes les réserves disparaîtront. Il fait confiance au Directeur exécutif et approuve les méthodes qu'il a préconisées pour la nouvelle organisation. Il lance un appel à tous les pays afin qu'ils contribuent dans la mesure de leurs moyens à assurer le succès de l'ONUDI. Il espère que le Colloque international sur le développement industriel aboutira à des résultats utiles.

La séance est levée à 13 h 5.